

COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION
BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES
SECTION BUDGET ADMINISTRATION
Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe
B.P 92036
97405 SAINT-DENIS Cedex

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Marché subséquent lancé en application des articles n°R2162-7 à 12 du code de la
commande publique**

Lot n°1 : 2022AM007901-00

Lot n°3 : 2022AM007903-00

Référence : Accord-Cadre n°AC-001-2022

**Acquisition de véhicules d'occasion
au profit du commandement de la gendarmerie de La Réunion (974).**

DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Mardi 10 juin 2025 à 12H00 (heure locale)

Le présent règlement de la consultation comporte 11 pages numérotées de 1 à 11.

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.1. Objet du marché subséquent.....	3
1.2. Périmètre de la consultation.....	3
1.3. Description du marché.....	3
1.4. Variantes.....	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1. Document constituant l'offre du candidat.....	3
2.2. Retrait du dossier de consultation.....	4
2.3. Renseignements complémentaires.....	4
2.3.1 <i>Demande de renseignements complémentaires</i>	4
2.3.2 <i>Forme de réponses de l'Administration</i>	4
ARTICLE 3 - MODALITÉS DE SOUMISSION.....	4
3.1. Date limite de réception des offres.....	4
3.2. Transmission des offres.....	5
3.2.1 <i>Transmission électronique</i>	5
3.2.2 <i>Modalités d'accès au profil acheteur PLACE</i>	5
3.2.3 Anticipation des dépôts.....	5
3.2.4 Modalités de signature des fichiers.....	5
3.2.5 Copie de sauvegarde.....	6
3.2.6 <i>Dépôt de la copie de sauvegarde</i>	6
3.2.7 <i>Indisponibilité de PLACE</i>	7
3.2.8 <i>Recommandations diverses</i>	7
ARTICLE 4 - ANALYSE DES CANDIDATURES – CONDITIONS D'ATTRIBUTION.....	7
4.1. Dépouillement.....	7
4.2. Conditions d'attribution.....	7
4.2.1. Lot n°1 => Véhicule petite capacité (10 Véhicules).....	7
4.2.2. Lot n°3 => Véhicule utilitaire (3 Véhicules).....	8
4.2.2.1 => 2 petits « utilitaire ».....	8
4.2.2.2 => 1 grand « utilitaire ».....	9
ARTICLE 5 - MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	11
6.1. Référé pré-contractuel.....	11
6.2. Référé contractuel.....	11
6.3. Recours pour excès de pouvoir.....	11
6.4. Recours de plein contentieux.....	11
ARTICLE 7 - ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	11

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché subséquent

Le présent marché subséquent a pour objet l'acquisition de véhicules d'occasion de marques variées, et, banalisés dans le cadre des différentes missions des unités du commandement de la gendarmerie de La Réunion (COMGENDRE-974).

Le nombre de véhicules à livrer dans le cadre du présent marché est fixé à 13, sous réserve de la disponibilité de l'enveloppe budgétaire allouée. En cas de dépassement de cette enveloppe, la quantité pourra être ajustée, dans la limite des fonds disponibles.

1.2. Périmètre de la consultation

Sur le fondement de l'accord-cadre qui vous a été notifié le 03 juin 2022. Vous nous adresserez vos offres, conformément à l'annexe jointe, pour les lots suivants :

LOT 1 => Véhicule petite capacité (10 véhicules)

LOT 3 => Véhicule utilitaire (3 véhicules)

Le candidat aura la possibilité de répondre à l'ensemble des lots.

Lieu de livraison : Centre de Soutien Automobile de la Gendarmerie à St-Denis (CSAG-974)

1.3. Description du marché

Les prestations attendues sont les suivantes:

- Fourniture des véhicules et de leurs équipements ;
- Livraison des véhicules au CSAG ;
- Établissement et acquittement des diverses démarches administratives (carte grise, ...) et la prise en charge financière des coûts induits (frais d'immatriculation, ...).

1.4. Variantes

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue. Les véhicules seront en stock localement.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Document constituant l'offre du candidat

Les candidats renseigneront le document « **Expression de besoin du COMGENDRE-Recherche de véhicule** » et présenteront leurs offres sous la forme d'un **devis** par véhicule (avec le tarif grand public et le tarif remisé contractualisé) :

- établis en euros (€)
- unitaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (le taux de T.V.A est indiqué à part).

Il mentionnera :

- la fourniture du véhicule défini aux spécifications techniques (Spécifications techniques en annexe n°1 du CCP) ;

- la garantie (contractualisée dans l'accord-cadre supra) ;
- la délivrance de l'ensemble des documents afférents au véhicule concerné (cf: spécifications techniques en annexe n°1 du CCP) ;
- l'immatriculation du véhicule ;
- la livraison dans les locaux du COMGENDRE.

La livraison comprend l'assurance, le transport, le déchargement et tous les frais de procédure et droits de douane éventuels.

2.2. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation doit être téléchargé depuis la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Ce document se présente sous forme d'un fichier compressé et téléchargeable portant l'extension « .zip ».

2.3. Renseignements complémentaires

2.3.1 Demande de renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 3 jours avant la date de remise des offres**, une demande via PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Des renseignements d'importance secondaire, qui ne nécessitent pas une réponse écrite à destination de tous les opérateurs économiques, pourront être obtenus auprès de :

- Adjudante TIERPIED et Maréchal des logis-chef CHOUEY tél : 02.62.93.78.67 pour les renseignements d'ordre administratif ;
- Major GRUMETZ tél : 02.62.93.78.71 ou l'Adjudant-chef SURLE tél : 02.62.93.78.65 pour les renseignements d'ordre technique.

2.3.2 Forme de réponses de l'Administration

Suivant la nature des questions ainsi transmises, l'Administration se réserve la possibilité d'apporter la (ou les) réponse(s) nécessaire(s) via le site de la plate-forme des achats de l'État <https://www.marches-publics.gouv.fr> pour ce qui concerne les informations intéressant la totalité des opérateurs économiques.

Les renseignements complémentaires éventuels concernant le(s) cahier(s) des clauses techniques particulières sera(ont) communiqué(s) par le pouvoir adjudicateur au plus tard **3 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 3 - MODALITÉS DE SOUMISSION

3.1. Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est indiquée sur la page de garde du présent document.

En application de l'article R2143-2 du code de la commande publique, les offres reçues hors délais sont éliminées.

3.2. Transmission des offres

L'offre sera obligatoirement déposée sur le profil acheteur PLACE : www.marches-publics.gouv.fr.

3.2.1 Transmission électronique

Les formats utilisés pour la transmission électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word, Excel, PowerPoint, PDF, JPG, Zip ou équivalent, tous compatibles PC ; l'Administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus. Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne font pas l'objet d'une réparation. Le cas échéant, la copie de sauvegarde est ouverte. Si cette dernière comporte aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres sont réputées n'avoir jamais été reçues.

3.2.2 Modalités d'accès au profil acheteur PLACE

L'opérateur économique doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés figurant dans la rubrique « Aide-Outils Informatiques » à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Test de la configuration du poste : la remise d'une réponse électronique exige l'utilisation d'un programme (applet). Ce programme assure le formatage des fichiers de réponse ainsi que les opérations de signature et de chiffrement, le cas échéant. Cet applet nécessite une configuration spécifique de votre poste de travail.

Il est conseillé de vérifier les prérequis pour la remise électronique d'une réponse dans la rubrique « Se préparer à répondre » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

3.2.3 Anticipation des dépôts

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant en fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception de manière certaine.

Conformément à l'article R2151-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) rappelle que si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance d'effectuer leur dépôt en une seule opération sur le profil acheteur ; seul le dernier dépôt effectué dans les délais est ouvert.

Un dépôt = une offre

3.2.4 Modalités de signature des fichiers

La signature électronique des documents n'est pas exigée lors du dépôt des plis.

Un pli ne sera pas rejeté si les documents de l'offre ne sont pas signés au moment du dépôt. Le RPA demandera au soumissionnaire dont l'offre a été retenue de signer son offre.

Les documents qui devront être signés sont :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) qui sera transmis ultérieurement dès la fin de l'analyse des offres.

Signature électronique

La signature électronique n'est pas obligatoire, mais fortement recommandée.

Lors de la constitution de sa réponse en ligne, le candidat a la possibilité de signer des fichiers au moyen de son certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences référencées dans les articles 2 et 3 de l'arrêté du 12 avril 2018, relatif à la signature électronique dans les marchés publics, accessible sur le site de légifrance :

(https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000036819831)

Il est rappelé que la signature d'un fichier compressé (ZIP) ne vaut pas signature des fichiers qu'il contient. Il est donc nécessaire de signer les fichiers avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents.

3.2.5 Copie de sauvegarde

Il est fortement recommandé aux opérateurs économiques de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique (CD-ROM, clé USB, etc.).

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- si l'offre électronique contient un programme informatique malveillant (ou virus) ;
- lorsque l'offre électronique est réceptionnée hors délai si le RPA dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis, et sous condition que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- si l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par la RPA notamment en cas d'indisponibilité de la plate-forme.

Lorsque la copie de sauvegarde n'a pas été ouverte, le support électronique sera physiquement détruit.

Attention : si la copie de sauvegarde contient un programme malveillant, le RPA ne tentera pas de la récupérer.

Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention :

**« COPIE DE SAUVEGARDE »
« à n'ouvrir que par la Section Budget Administration »
Concernant l'acquisition de véhicules d'occasion
au profit du commandement de la gendarmerie de La Réunion (974).**

3.2.6 Dépôt de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde pourra être adressée :

- par voie postale sous pli recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**Commandement de la Gendarmerie de La Réunion
Bureau Soutien Finances
Section Budget Administration (SBA)
9, boulevard du Chaudron
97490 STE-CLOTILDE
Tél : 02 62 93 78 67**

➤ Ou déposée contre récépissé à l'adresse ci-dessus, du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 ou jusqu'à 12h00 le jour de la DLRO.

Les copies de sauvegarde parvenues hors délais ne seront pas prises en considération. Elles seront systématiquement renvoyées à leur auteur sans avoir été ouvertes.

3.2.7 Indisponibilité de PLACE

En cas d'indisponibilité de PLACE, le RPA peut choisir une des deux solutions suivantes :

- prolonger pour l'ensemble des candidats potentiels la période de remise des plis ;
- renoncer à la procédure et la relancer.

3.2.8 Recommandations diverses

Le candidat devra faire figurer dans son offre l'adresse électronique d'un représentant de l'entreprise pour toutes les correspondances informatives liées à la consultation.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

ARTICLE 4 - ANALYSE DES CANDIDATURES – CONDITIONS D'ATTRIBUTION

4.1. Dépouillement

Le dépouillement des offres est exécuté par la SBA et le CSAG dans les délais les plus courts, aussitôt passée la date limite de réception des offres. La séance de dépouillement n'est pas publique.

4.2. Conditions d'attribution

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'établira en fonction de la méthode d'analyse suivante :

4.2.1. Lot n°1 => Véhicule petite capacité (10 Véhicules)

CRITÈRE	FORMULE DE CALCUL	NOTE
1.Puissance DIN	<u>Puissance du véhicule :</u> 2 points - Acceptable : entre 90 CV et 105 CV 4 points - médian : entre 106 CV et 129 CV 6 points - recherché : entre 130 CV et 150 CV	/6 pts
2. Kilométrage	<u>Kilométrage du véhicule</u> - de 10000km = 3 pts Entre 10001 et 19999km = 2,5 pts Entre 20000 et 29999km = 2 pts Puis – 0,5 point par tranche de 5000km	/3 pts

CRITÈRE	FORMULE DE CALCUL	NOTE														
3.Prix	<u>Tarif grand public du candidat</u> Application de la formule suivante: <div>Offre financière la plus basse</div> <div>Offre financière du candidat</div> <div>x 5 pts</div>	/5 pts														
4. Année	<u>Année de 1ère mise en circulation du véhicule</u> <table><thead><tr><th>Année</th><th>Points</th></tr></thead><tbody><tr><td>2025</td><td>6</td></tr><tr><td>2024</td><td>5</td></tr><tr><td>2023</td><td>3</td></tr><tr><td>2022</td><td>1</td></tr><tr><td>2021</td><td>0</td></tr><tr><td>2020</td><td>0</td></tr></tbody></table>	Année	Points	2025	6	2024	5	2023	3	2022	1	2021	0	2020	0	/ 6pts
Année	Points															
2025	6															
2024	5															
2023	3															
2022	1															
2021	0															
2020	0															

La note finale (NF) sur 20 points est obtenue après application de la formule :

$$NF = (\text{note « Puissance DIN »}) + (\text{note « Kilométrage »}) + (\text{note « Prix »}) + (\text{note « Année »})$$

4.2.2. Lot n°3 => Véhicule utilitaire (3 Véhicules)

4.2.2.1 => 2 utilitaires de petite capacité («petit utilitaire»)

CRITÈRE	FORMULE DE CALCUL	NOTE
1. Puissance DIN	<u>Puissance du véhicule :</u> 0,5 point - Acceptable : 65 CV à 89 CV 1 point - médian bas : entre 90 CV et 109 CV 1,5 points – médian haut : entre 110 CV et 129 CV 2 points - recherché : =130 CV	/2 pts
2. Kilométrage	<u>Kilométrage du véhicule</u> - de 10000km = 7 pts Puis – 0,5 point par tranche de 5000km	/7 pts

CRITÈRE	FORMULE DE CALCUL	NOTE												
3. Prix	<u>Tarif grand public du candidat</u> Application de la formule suivante: <div>Offre financière la plus basse</div> <div>Offre financière du candidat</div> <div>x 6 pts</div>	/6 pts												
4. Année	<u>Année de 1ère mise en circulation du véhicule :</u> <table><tr><td>2025</td><td>5</td></tr><tr><td>2024</td><td>4</td></tr><tr><td>2023</td><td>3</td></tr><tr><td>2022</td><td>2</td></tr><tr><td>2021</td><td>0</td></tr><tr><td>2020</td><td>0</td></tr></table>	2025	5	2024	4	2023	3	2022	2	2021	0	2020	0	/ 5pts
2025	5													
2024	4													
2023	3													
2022	2													
2021	0													
2020	0													

La note finale (NF) sur 20 points est obtenue après application de la formule :

$$NF = (\text{note « Puissance DIN »}) + (\text{note « Kilométrage »}) + (\text{note « Prix »}) + (\text{note « Année »})$$

4.2.2.2 => 1 utilitaire de grande capacité (« grand utilitaire »)

CRITÈRE	FORMULE DE CALCUL	NOTE
1. Puissance DIN	<u>Puissance du véhicule :</u> 0,5 point - Acceptable : 110 CV à 120 CV 1 point - médian bas : entre 121 CV et 159 CV 2 points - recherché : =160 CV	/2 pts
2. Kilométrage	<u>Kilométrage du véhicule</u> - de 10000km = 4 pts Puis – 0,5 point par tranche de 5000km	/4 pts

CRITÈRE	FORMULE DE CALCUL	NOTE														
3. Prix	<p><u>Tarif grand public du candidat</u></p> <p>Application de la formule suivante:</p> $\frac{\text{Offre financière la plus basse}}{\text{Offre financière du candidat}} \times 7 \text{ pts}$	/7 pts														
4. Année	<p><u>Année de 1ère mise en circulation du véhicule :</u></p> <table><tr><th>Année</th><th>points</th></tr><tr><td>2025</td><td>7</td></tr><tr><td>2024</td><td>6</td></tr><tr><td>2023</td><td>5</td></tr><tr><td>2022</td><td>2</td></tr><tr><td>2021</td><td>0</td></tr><tr><td>2020</td><td>0</td></tr></table>	Année	points	2025	7	2024	6	2023	5	2022	2	2021	0	2020	0	/ 7pts
Année	points															
2025	7															
2024	6															
2023	5															
2022	2															
2021	0															
2020	0															

La note finale (NF) sur 20 points est obtenue après application de la formule :

$$NF = (\text{note « Puissance DIN »}) + (\text{note « Kilométrage »}) + (\text{note « Prix »}) + (\text{note « Année »})$$

Le RPA se réserve le droit de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

A l'issue de l'analyse, les candidats, ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection des offres ci-dessus, seront retenus.

Seules les offres recevables feront l'objet d'une notation.

ARTICLE 5 - MODE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le règlement intervient par virement administratif au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement suivant les règles de la comptabilité publique. Le délai de paiement des sommes dues est de 30 jours conformément au décret n°2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement.

ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les candidats, dont les offres ne sont pas retenues seront informés du rejet de leur offre et auront la possibilité de fonder un recours auprès du Tribunal administratif de Saint-Denis :

27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex, RÉUNION

Téléphone : 02 62 92 43 60 ,

Télécopieur : 02 62 92 43 62 , courriel : greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr, adresse Internet (URL) : <http://la-reunion.tribunal-administratif.fr/>) leurs recours dans les conditions suivantes :

6.1. Référé pré-contractuel

Le référé pré-contractuel peut s'appliquer à tout moment de la procédure à compter de l'avis de publicité et jusqu'à la signature du contrat, dans les conditions prévues aux articles L551-1 et R551-1 du Code de la Justice Administrative (CJA).

Seules les personnes ayant un intérêt à conclure le contrat sont habilitées à recourir à cette procédure.

L'introduction d'un référé pré-contractuel suspend automatiquement la procédure jusqu'à la décision du juge.

6.2. Référé contractuel

Conformément aux articles L551-13 et R 551-7 du CJA, le référé contractuel peut être formé dans un délai de trente-et-un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou à défaut d'un tel avis, dans un délai de six mois à compter de la conclusion du contrat).

6.3. Recours pour excès de pouvoir

Les décisions d'abandon de procédure (décision d'anfractuosité ou de déclaration sans suite) sont susceptibles d'être contestées par la voie du recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois en application de l'article R 421-1 et suivant du CJA.

6.4. Recours de plein contentieux

La jurisprudence « CE Assemblée 4 avril 2017 « Département de Tarn et Garonne » n°358994 » ouvre aux concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif ainsi qu'aux tiers au contrat, une voie de droit spécifique leur permettant de contester la validité du contrat ou certaines de ses clauses ainsi que les actes détachables préalables à sa conclusion, devant un juge de plein contentieux aux pouvoirs étendus. Le recours doit être effectué devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de mesures de publicité relatives à la conclusion du contrat.

ARTICLE 7 - ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La participation au présent marché vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et adhésion du cahier des clauses particulières et ses annexes.